

RAPPORT DE MISSION AU BURUNDI

Du 09 février au 10 mars 2008

Gilles Marie-Paul Laheurte, Consultant

APPUI AU CENTRE DE SERVICE DU PNUD / BUJUMBURA

Plan du Rapport

1. Contexte
2. Activités de la mission
 - 2.1 – PU/FF : Volet Santé / achat d'équipement médical
 - 2.2 – PU/FF : Volet Education / construction de 42 écoles primaires
 - 2.3 – PU/FF : Volet Justice / réhabilitation de 6 prisons
 - 2.4 – PU/FF : Volet Solidarité / 1000 maisons pour réfugiés et IDPs
 - 2.5 – PU/FF : Autres Volets (CNCA, MINAGRIE)
 - 2.6 – PBF : Projets de Construction de Tribunaux et Réfection de Casernes
 - 2.7 – BINUB – PNUD : Appui aux opérations du CISNU
3. Constat et Recommandations
4. Actions de suivi

ANNEXES:

- A. Termes de référence
- B. Liste des personnes rencontrées
- C. Calendrier de la mission
- D. Documents

APPUI AU CENTRE INTEGRE DE SERVICE des NATIONS UNIES (CISNU) BUJUMBURA, BURUNDI

1. Contexte

Face à de nombreuses difficultés dans la mise en place du Programme d'urgence présenté par le gouvernement burundais à ses partenaires en février 2006 (prévu pour une durée d'un an), le PNUD a demandé en mai 2007 l'appui du siège auprès de l'OLPS (Office of Legal / Procurement Services) pour identifier les problèmes et sources de blocages des activités du Fonds Fiduciaire (FF) -- alimenté par les contributions de 4 bailleurs de fonds -- et aider au déblocage des décaissements. Le montant des contributions pour le PU / FF s'élève à un peu plus de US\$ 17 millions.

Les Termes de référence originaux de la mission d'appui de 2007 couvraient au départ uniquement les activités du PU / FF. Entretemps, la mise en place des projets du Plan de Consolidation de la Paix (Peace Building Fund – PBF) du BINUB est venue s'ajouter aux responsabilités de ce qui était au départ le Business Centre (BC) du PNUD, dont le mandat s'est trouvé rapidement élargi, nécessitant la revue complète de son *modus operandi*. Dans ce contexte, le modeste BC a été progressivement transformé en Centre de Service Intégré des Nations Unies (CISNU) et renforcé au cours des divers appuis apportés au PNUD en 2007, aussi bien par la mission (de mai à septembre) que par les intervenants du siège (BOM et SURGE, en juillet et août).

A la fin 2007 / début 2008, vu les difficultés et questions persistantes soulevées par l'ACP et les délais considérables constatés pour obtenir les approbations de certains cas soumis par le CISNU, le Siège a décidé d'envoyer une mission conjointe BRA / PSO / Consultant international indépendant pour établir le constat de la capacité administrative et technique du CISNU et du PNUD/Bujumbura dans la mise en place des activités du PU/FF et du PBF.

Ainsi, la mission du consultant s'est déroulée en deux étapes successives : la 1^{ère} partie (du 09 au 16 février 2008) a été faite conjointement avec les représentants du BRA et du PSO, la 2^{ème} partie (du 17 février au 10 mars) a été faite par le Consultant seul. Les Termes de Référence (TDR) de la mission sont présentés en Annexes A1 et A2.

2. Activités de la mission

Les activités de la présente mission du consultant ont porté sur deux grandes lignes. La 1^{ère} en tant que membre de la mission RBA / PSO organisée par le siège, se focalisant surtout sur les aspects de capacité du CISNU et du PNUD/CO (TDR - Annexe A1), la 2^{ème} en tant que Consultant indépendant chargé d'une part de la certification technique des progrès des nombreux chantiers en cours – écoles, casernes, logements, tribunaux, etc. -- et d'autre part d'apporter un appui au jour le jour dans la gestion technique du CISNU en réponse aux nombreuses urgences de ses opérations.

Le Rapport couvrant la 1^{ère} partie de la mission (préparé en anglais sous la direction de BRA et de PSO) a déjà été transmis par le siège, et il convient donc de s'y référer. Le présent Rapport couvre uniquement la 2^{ème} partie de la mission, dont le constat et les recommandations ont déjà fait l'objet d'une présentation au PNUD et bailleurs de fonds à Bujumbura le vendredi 7 mars 2008, et ont par la suite fait l'objet d'une présentation au siège (RBA et PSO) le jeudi 19 mars 2008.

Au cours de cette étape, entre autres activités, la mission du Consultant a permis :

- de constater le renforcement complémentaire du CISNU (avec l'arrivée de 2 assistantes expertes dans le système de gestion financière Atlas pour un appui ponctuel de 2 à 3 mois,
- de participer à la préparation du recrutement de plusieurs ingénieurs, notamment celui de l'Ingénieur civil international (poste ALD 4) qui sera chargé de la gestion / supervision de toutes les activités de construction des PU/FF et PBF, entre autres, et
- de contribuer à l'avancement satisfaisant des nombreux projets du PU/FF et PBF en cours, entre autres.

Ainsi, pendant la période couverte par ce rapport, de très grands progrès ont été accomplis sur tous les tableaux par le CISNU pour accélérer le décaissement des fonds du PU / FF et du PBF.

De nombreuses séances de travail et réunions diverses ont eu lieu aussi bien au niveau « interne » (direction du PNUD, personnel du CISNU, BINUB, etc.) qu' « externe » (partenaires nationaux et internationaux : Bailleurs de fonds du PU/FF, Union Européenne, CICR et autres intervenants), comme le présente la liste des personnes rencontrées (Annexe B). Par ailleurs, le Consultant a effectué non moins de 3 missions dans le pays pour inspecter les travaux de plus de 30 chantiers, comme le présente le calendrier de la mission (Annexe C).

Les activités détaillées de la mission par projets du PU/FF et du PBF sont présentées ci-après.

2.1 Volet appui au Ministère de la Santé (Equipements médicaux)

Suite à la relance de l'Appel d'offres (AO) international lancé en octobre 2006 qui avait du être annulé en mai 2007, le choix s'est orienté vers les firmes spécialisées ayant un LTA (Contrat cadre long-terme) avec le PNUD.

Après avoir effectué la vérification de la pertinence de la liste des équipements demandés et des besoins réels du Ministère, le CISNU, en collaboration avec des experts de l'OMS et en concertation avec le CAMEBU et le CNCA, a procédé aux commandes par le biais des LTAs détenus par la Fondation IDA et par l'IAPSO.

Au passage de la mission, plusieurs réunions complémentaires ont eu lieu avec les partenaires pour mettre le point final aux quantités réellement nécessaires de certains articles, et pour discuter des derniers rebondissements résultant des troubles survenus au Kenya ayant une incidence négative sur les délais de livraison aussi bien depuis Mombasa que de Dar-Es-Salaam. Néanmoins, on ne peut que se réjouir du fait que le 1^{er} Lot d'équipements (provenance : IDA) est arrivé à Bujumbura quelques jours avant le départ de la mission, et que la livraison de plusieurs autres Lots était attendue dans un délai de 2 à 3 semaines (l'arrivée de 2 lots de IDA au début mars a en fait été confirmée par le CISNU le 17 mars). Des dispositions particulières restaient envisagées pour permettre aux Lots d'équipements de l'IAPSO d'être commandés (voire payés) avant la date butoir du 31 mars 2008 imposée par le principal bailleur de fonds (DFID).

Ainsi, après bien des difficultés rencontrées durant l'année 2007 et persistantes au début de 2008, les équipements tant attendus sont finalement « en route » ou ont déjà fait l'objet d'une « commande ferme ». Sur la base des nouvelles mesures prises, on peut donc s'attendre à ce que – selon les calendriers de livraison proposés par les fournisseurs IDA et IAPSO – la livraison de tous les 9 Lots d'équipements médicaux soit complétée de façon satisfaisante d'ici les mois prochains.

2.2 Volet appui au Ministère de l'Éducation (42 écoles primaires)

Rappel : l'appui au secteur de l'Éducation comprend 3 sous-volets, dont deux affichaient dès la mi-2007 de bons pourcentages de décaissement (Production de matériel didactique et Formation des enseignants), le 3^{ème} couvrant la construction d'écoles primaires dans les 17 provinces du Burundi (EP).

Sous-Volets 1 et 2 : au cours de la mission, ces deux sous-volets ont fait l'objet de plusieurs réunions avec le CNCA et le MINEDUC afin d'identifier les activités additionnelles pouvant être envisagées (impression de nouveaux matériel didactique, et activités complémentaires de formation via un LOA), utilisant une partie du reliquat disponible du budget du PU/FF. En principe, une décision devrait être prise d'un commun accord avant le 31 mars 2008.

Sous-Volet 3 : ce sous-volet représente un point particulièrement important dans les activités de la mission du consultant, dont l'appui antérieur avait contribué à l'approbation par le siège (ACP/PSO) de l'adjudication de 14 contrats sur les 17 prévus (un par province), et dont la présente mission était – entre autres -- de certifier la bonne qualité des travaux en cours d'exécution et le respect des modalités contractuelles.

Recours aux Services du BPE / MINEDUC : L'Appel d'offres pour 3 provinces (Cibitoke, Ngozi et Karuzi) n'a pas eu les résultats escomptés, c.à.d. que la réponse à l'AO a été très insuffisante, sans aucun doute vu les conditions d'insécurité particulièrement critiques dans ces provinces. En fait, il convient de mentionner que l'entreprise COCOGEL, qui avait été retenue comme ayant la meilleure offre pour les Ecoles de la province de Bubanza (et approuvée par le ACP), s'est désistée officiellement en novembre 2007 précisément pour les conditions de mise en œuvre dangereuses que représente la présence agressive du FNL (les rebelles) dans cette province. Ainsi, il a été décidé par le PNUD /CISNU – et agréé unanimement par les bailleurs de fonds et la contrepartie gouvernementale –

que les 10 écoles restantes dans les quatre provinces de Cibitoke (2), Bubanza (2), Karuzi (3) et Ngozi (3) seraient réalisées directement par le service de construction du Ministère de l'Education (le BPE), dans le cadre juridique d'un LOA avec le PNUD, en cours de préparation (d'un montant prévisionnel de 1 282 558 695 FBu, soit environ 1 105 500 dollars US). Le LOA en question utilisera des prix unitaires similaires et à la hauteur de ceux offerts par les Entreprises privées déjà contractées par le PNUD : les prix proposés par le BPE sont considérés être à la fois compétitifs par rapport au marché local et donc raisonnables. Le Consultant a contribué à la préparation du calendrier de paiement par tranches de 30% avec un paiement final de 10% qui permettra un décaissement rapide des fonds du PU/FF. Enfin, il convient de faire remarquer que le BPE a déjà à son actif la construction d'un grand nombre d'écoles primaires dans le pays, plus précisément dans les provinces où les entreprises locales ne peuvent fournir leurs services pour la construction de locaux scolaires (pour cause de difficultés telles qu'isolement, éloignement, précarité des conditions de travail, insécurité, etc.).

Ensemble du sous-volet : Pendant les 4 semaines de son séjour au Burundi, la mission a procédé à la visite du plus grand nombre possible de chantiers d'écoles en cours (total : 14), sans toutefois pouvoir accéder à des sites très éloignés ou difficiles d'accès, vu les limites de temps imposées par la durée de la mission elle-même et les mesures de sécurité du PNUD/BINUB. Ainsi, aucun chantier n'a pu être visité dans les 2 provinces de Cankuzo (2) et de Ruyigi (3), qui requièrent une mission exclusivement destinée aux travaux en cours dans des collines difficiles d'accès et aux conditions de sécurité sévères, et dont les temps de déplacement à partir des Chefs-lieux de province nécessitent plus de 3 ou 4 heures de voiture.

Le constat / bilan de ces visites fait ressortir que l'avancement des travaux est généralement conforme aux calendriers / planning contractuels respectifs soumis par chaque entreprise. D'autre part, le constat a permis d'établir de façon préliminaire un classement de ces entreprises par ordre de qualité des travaux et de professionnalisme, ce qui sera utile au CISNU / PNUD pour de futures interventions semblables. Enfin, le constat a permis d'établir avec certitude que les compétences techniques locales du secteur de la construction existent vraiment, ce qui devrait mettre fin aux questions régulièrement soulevées par l'ACP.

La mission a certifié les pourcentages d'avancement des travaux des chantiers en cours, tel qu'établi dans le tableau récapitulatif (en annexe), et a encouragé les différents chefs d'entreprises rencontrés (SEBER, CARDO, BAMA, ECBROH, SEICO) à accélérer les travaux et soumettre leurs factures dès que possible vu la limite de temps d'utilisation des fonds imposée par les bailleurs. La mission a par ailleurs vérifié et certifié comme justifiée la demande d'avenant soumise par l'Entreprise BAMA (Lot 4, Province Bururi) actuellement confrontée par des conditions de mise en œuvre particulièrement difficiles et imprévisibles (cf. le Mémo du 08 mars en annexe). Cet avenant de l'ordre de 7,9% du montant du marché original reste bien en deçà de la limite d'augmentation autorisée par l'ACP (moins de 20% du marché) et devrait donc être approuvée rapidement.

Supervision des travaux : il est de plus en plus évident à tous les partenaires que le suivi administratif et technique d'un total de 42 sites pour ces écoles à construire simultanément (sans oublier le suivi des travaux pour les tribunaux, prisons et casernes...) est une opération de grande envergure que les ingénieurs du CISNU ne sauraient être en mesure d'assurer, d'autant plus que le tout le territoire national reste dans la Phase III de Sécurité du PNUD. Ainsi, la nécessité d'une assistance technique au jour le jour directement sur chaque chantier est maintenant reconnue comme la seule possible, et l'approbation du contrat de supervision par l'ACP – résultat d'un AO international lancé fin 2007 -- reste la dernière action attendue pour permettre au CISNU / PNUD de signer ledit contrat avec la firme retenue.

Ainsi, le montage proposé pour l'opération « supervision des chantiers de 42 Ecoles, 17 Tribunaux, 11 prisons et 14 casernes » -- soit un total de 84 chantiers concomitants -- va être effectif incessamment. Le montage de l'opération suivra en principe celui préconisé par la mission en septembre 2007. Dans ce contexte, les actions requises du CISNU devront être prises en temps voulu.

2.3 Volet Ministère de la Justice (6 prisons, fournitures diverses, etc.)

Rappel : le volet comprenait originellement deux principales activités : d'une part la fourniture d'articles divers (lot 1 : assiettes et gobelets, Lot 2 : matelas, Lot 3, couvertures ; Lot 4 : uniformes et Lot 5 : aliments) et d'autre part la réhabilitation physique de 11 prisons (Lot 6).

Lots 1 à 5 : Articles divers. La réception des offres pour les fournitures diverses eut lieu fin mars 2007, mais l'ouverture des offres et leur dépouillement ne purent être effectués que fin mai / courant du mois de juin. Ces longs délais, expliqués dans les plusieurs rapports du Consultant (en 2007), résultaient de l'impossibilité de pouvoir réunir un CAP en temps voulu, et du manque de clarté et de la faiblesse des spécifications originales, ce qui a obligé le PNUD à relancer certains AO une fois que les précisions nécessaires par Lots ont été disponibles. D'où le grand retard constaté dans la fourniture de ces fournitures diverses.

Au cours de la présente mission, la mise au point finale a pu être complétée, et à ce stade, les derniers POs sont prêts à être envoyés aux fournisseurs retenus. Toutefois, le Lot 5 (nourriture) reste un point d'interrogation depuis le changement de Direction du PAM, ce qui a remis en question la nature des aliments demandés par le ministère concerné. A ce stade, il semble difficile de pouvoir tenir les délais d'utilisation des fonds imposés par DFID pour ce Lot.

Lot 6 : Réhabilitation physique des prisons : Comme le Consultant l'avait déjà signalé au cours de ses plusieurs missions réalisées en 2007, ce volet est celui qui continue de présenter les préoccupations et les retards les plus grands. Les deux ingénieurs VNUs du CISNU ont repris entièrement les dossiers techniques originellement établis au début 2007, et le CISNU/PNUD a finalement pris la décision – avec l'aval des bailleurs du PU/FF -- entrepris de contracter directement le Génie militaire (Régie Militaire de Construction - RMC) pour la réalisation des travaux de réhabilitation des prisons. Les questions soulevées par la Coopération Belge relative à l'utilisation d'une entité militaire pour ces travaux ont été résolues et le CISNU est actuellement sur le point de signer le contrat – sous forme de LOA – avec RMC. Plusieurs réunions de travail et de concertation entre le CISNU et le RMC ont été menées avec la participation de la Mission, et des visites de terrain conjointes sont en cours (CISNU / RMC) pour vérifier la pertinence des cahiers des charges établis (y compris les devis quantitatif et estimatif des travaux). Ainsi, à la mi-mars 2008, le LOA pour la réalisation des travaux de réhabilitation de 6 prisons est sur le point d'être finalisé. Le calendrier d'appui ponctuel du Consultant -- qui sera chargé de certifier les travaux tel que l'exigent les instructions de PSO / NY, ce pour toute la durée de l'activité -- sera déterminé une fois le LOA signé.

La mission a visité la prison de Bubanza (avec BRA / PSO) et a effectué une courte visite de courtoisie auprès du Directeur de la prison de Rutana lors de son passage dans la Province le 7 mars. Elle a laissé le soin au VNU du CISNU responsable et aux représentants du RMC d'établir le PV officiel des conditions existantes devant servir à l'établissement du cahier des charges du LOA entre le PNUD et le RMC.

Coordination avec l'UE et le CICR : La mission a continué la concertation avec les responsables de programme de l'Union européenne et de la Croix Rouge Internationale qui oeuvrent eux aussi pour l'amélioration des conditions physiques de plusieurs établissements pénitentiaires (« Gutwara neza » / UE : nouveaux locaux dans 4 prisons : Bururi, Gitega, Rumonge et Ruyigi, budget de l'ordre de 410 millions FBu ; « CICR » : amélioration de la prison de Muyinga, construction de deux nouveaux bâtiments/dortoirs, budget de l'ordre de 50,000 dollars US). Cette concertation continue est essentielle car elle permet l'échange d'informations vitales sur les travaux à réaliser dans ce secteur par tous les partenaires, et a résulté en la réduction de 11 à 6 prisons à réhabiliter par le PNUD.

2.4 Volet Ministère de la Solidarité nationale, des Droits de l'homme et du Genre (construction de 1 000 au lieu de 1 200 logements)

Rappel : le Programme de construction de 1200 maisons pour les sinistrés et autres groupes vulnérables a été sous-traité au Projet d'Appui au Rapatriement et à la Réintégration des Sinistrés (PARESI), dans le cadre d'un LOA. Les trois versements faisant l'objet du LOA ont été effectués en 2007 par le PNUD. L'inauguration officielle hautement médiatisée du site de Nyarunazi intitulé « le village de l'espoir » (Muyinga) a eu lieu le 8 janvier 2008. Au passage de la mission, une demande d'avenant était à l'étude par le CISNU pour permettre de compléter les travaux inachevés d'assainissement, et l'inauguration officielle du site de Muyange (Bubanza) par le Président de la République lui-même était prévue pour la 3^{ème} semaine de mars 2008. C'est dire l'importance accordée à cette activité par le gouvernement.

Le Consultant a effectué une visite des quatre terrains aménagés par le PARESI au cours de ses missions à l'intérieur du pays. Le site le moins avancé est celui de Mutimbuzi (Bujumbura Rural), sujet à des conditions foncières et de nappe phréatique problématiques. Sur ce terrain, seulement 100 maisons sur les 300 prévues ont pu être construites. Sur les 4 sites, l'appropriation des terrains et maisons par les bénéficiaires présente à la fois des aspects

très positifs (aménagement immédiat des terrains pour bananiers, haricots et autres cultures traditionnelles) et très préoccupants dans les lacunes sérieuses qui concernent le développement communautaire et l'éducation civique des familles, sans oublier l'adduction d'eau potable et la fourniture d'équipements sociaux (écoles primaires, terrains de jeux, dispensaires, etc.). Ces aspects déficients ont été présentés au PNUD, au CNCA/gouvernement et aux bailleurs de fonds pour que les actions complémentaires à prendre puissent être formulées dans les plus brefs délais.

La mission a examiné en détail la proposition d'un avenant préparé par le PARESI, officiellement transmise au PNUD par Mme la Ministre elle-même, d'un montant de 251 millions FBu, visant à permettre la finition rapide des canaux d'évacuation des eaux de ruissellement sur les 4 sites. Un Mémo confirmant la justification d'une telle requête – même si elle dévie des modalités du LOA original qui prévoyait 1 200 logements au lieu des 1 000 construits -- a été préparé par le Consultant, soulignant l'urgence à accorder à cette rallonge financière substantielle (Mémo en Annexe).

La finition des logements et des sites revêt une importance primordiale dans la presse et radios locales vu le gros problème que représente le rapatriement des déplacés (de Tanzanie et du Congo RDC) ainsi que la prise en considération des besoins hautement visibles des groupes vulnérables. En principe, il est attendu que le PARESI finisse les travaux d'assainissement dans un délai de 8 semaines (c.à.d. pour fin avril / début mai). Des visites / inspections de chantiers seront effectuées par les deux ingénieurs VNU du CISNU, selon leurs disponibilités, et les réunions de suivi mensuel CISNU/PARESI seront reprises et tenues comme prévu aussi bien sur le terrain que dans les locaux du PNUD.

2.5 Autres volets : assistance au MINAGRIE et appui au CNCA

Rappel : l'assistance fournie au gouvernement dans le cadre des autres volets du FF, à savoir :

- Sécurité alimentaire et assistance agricole pour le MINAGRIE, est
- Renforcement de la capacité institutionnelle du Secrétariat du CNCA

est restée sur la table des discussions vu les besoins exprimés par la contrepartie gouvernementale et les besoins opérationnels du CNCA, dans le cadre de l'utilisation du reliquat des fonds non encore programmés du PU/FF (de l'ordre de 3 millions de dollars US).

A cet égard, une série de réunions a eu lieu entre le PNUD, le CNCA et les bailleurs pour déterminer la stratégie et les montants pouvant être financés par le PU/FF. En principe, la soumission d'une proposition chiffrée pour ces activités devait être présentée par le CNCA avant le 20 mars courant, afin de permettre son examen et approbation avant la date butoir du 31 mars (plan de travail et prévisions budgétaires connexes du CNCA). Il a été confirmé que le Chargé de programme du PNUD continue d'assurer le suivi et le contrôle de cet appui.

2.6 Projets du Plan de Consolidation de la Paix (Peace Building Fund -PBF)

La mission d'appui a fourni son assistance à l'ensemble des projets du PBF selon les besoins, mais plus particulièrement aux projets de construction de 17 Tribunaux de résidence ainsi que de réhabilitation de 14 casernes. A cet effet, elle a participé à une série de réunions de travail et de visites de chantiers, y compris l'ouverture et l'analyse des offres reçues par le CISNU pour la réhabilitation de 3 casernes supplémentaires (nouveau total : 17 casernes à réhabiliter).

Construction de Tribunaux de résidence : Suite à l'approbation donnée par l'ACP au début de l'année 2008, les contrats en quatre Lots pour la construction des 17 Tribunaux ont été signés vers la fin janvier 2008 avec les entreprises SOCIEX (montant de l'ordre de 431 millions de FBu pour 7 tribunaux, Lots 1 et 3) et RET (montant de l'ordre de 561 millions de FBu pour 10 tribunaux, Lots 2 et 4). Au passage de la mission, les quelques chantiers visités (5 sur 17) dans les provinces de Ngozi, Makamba, Mwaro et Rutana venaient à peine de commencer (constat du défrichage du terrain et de la livraison de moëllons et de briques). Des instructions complémentaires ont été données par le Consultant et par l'ingénieur VNU responsable aux Chefs de chantier des entreprises concernant le respect de l'environnement, le maintien des arbres existants là où cela est possible, entres autres. La durée contractuelle des travaux pour chacun des sites a été fixée à six (6) mois calendaires. Ceci a pour conséquence directe que la date

prévisionnelle de la réception provisoire des travaux est à prévoir pour la fin du mois d'août si aucun chantier n'accuse de retard, et donc la mise à disposition des locaux au Ministère de la Justice pourrait être effectuée au début du mois de septembre 2008.

Il est important que le Bureau de contrôle / supervision des travaux mette son personnel de surveillance le plus rapidement possible afin d'éviter toute malfaçon qui pourrait résulter de l'absence de surveillance au jour le jour.

Réhabilitation physique de Casernes : Parallèlement aux Tribunaux, et suite aussi à l'approbation donnée par l'ACP fin 2007 pour les travaux de réhabilitation de casernes, deux contrats ont été signés au début janvier 2008 avec les entreprises DELTA (montant de l'ordre de 252 millions de FBu pour 1 caserne, Lot 6) et le groupement DAC-CARDO (montant de l'ordre de 568 millions de FBu pour 3 casernes, Lot 4). Au passage de la mission, les plusieurs chantiers visités en la compagnie du Colonel Chef de projet du BINUB et de son personnel technique (mission du 24 au 27 février) affichaient de bons progrès dans l'ensemble. Toutefois, le contrat de la caserne de Muyinga présente un problème nécessitant un avenant immédiat vu les conditions irrécupérables des tuyaux d'assainissement qui étaient enfouis à près de 120 cm sous terre et qui ne pouvaient raisonnablement pas être inspectés lors de la visite obligatoire du site à effectuer par les Soumissionnaires, tel que demandé dans l'AO. Ainsi, le groupement DAC-CARDO se doit de fournir un devis estimatif détaillé pour la reconstruction / réfection complète du réseau sous-terrain, qui fera dans un premier temps l'objet de négociations entre l'Entrepreneur, le CISNU / PNUD et le Projet lui-même et dans un deuxième temps d'un avenant à signer d'urgence pour permettre la mise à disponibilité rapide des locaux rénovés.

Pendant la période de la mission, l'ACP a continué de soulever nombre de questions pour les autres Lots transmis pour sa revue / recommandation d'approbation en novembre / décembre 2007 (10 casernes réparties en quatre Lots). Cette remise en question du document de projet lui-même pourtant signé par le PNUD et le gouvernement hôte a été portée à l'attention du PNUD/ BRA et PSO et jugée inacceptable par le Directeur du BRA. Le Consultant a néanmoins donné la certification technique demandée par l'ACP – après avoir effectué l'analyse article par article des prix unitaires de toutes les offres valables reçues... -- c'est-à-dire que les soumissions valides reçues étaient 100% correctes, ainsi que les prix unitaires soumis par les 4 entreprises adjudicataires (DAC-CARDO : 4 casernes / Lot 1, CEI : 2 casernes/ Lot 2, WELCO-EST : 3 casernes/ Lot 3, et EMB : 1 caserne/ Lot 5). Ce n'est qu'au retour du Consultant à New York que l'approbation a finalement été donnée par l'ACP après explications complémentaires fournies directement par le Consultant à l'ACP... A ce stade, la mise au point finale des contrats par le CISNU et de leur signature est en cours, et les 10 chantiers devraient commencer incessamment.

Parallèlement, le Consultant a participé à l'ouverture des plis reçus par le CISNU pour la réhabilitation de 3 casernes supplémentaires identifiées par le projet PBF (Cibitoke / Lot 7, Muzinda/ Lot 8 et Nyanza-Lac/ Lot 9), et à leur analyse technique et financière. Cet exercice a permis d'identifier les 3 entreprises considérées pour l'adjudication et qui seront recommandées à l'ACP (pour un montant total de l'ordre de 1,2 millions de dollars US de travaux).

Comme pour les Tribunaux, des instructions complémentaires ont été données aux entreprises concernées relatives au respect de l'environnement.

Participation des femmes : Il convient de noter que les instructions données dans les DAO portant sur la participation des femmes aux activités de construction dans le cadre du PBF ont été soigneusement respectées, comme en témoignent les nombreuses photos prises sur les chantiers, montrant des groupes de femme travaillant activement comme aide-maçons, etc.

2.7 Appui au BINUB / PNUD / opérations du CISNU :

- renforcement du personnel

Le nouvel organigramme du CISNU a été remis à la mission BRA / PSO dès son arrivée, ce qui a permis de démontrer le sérieux du PNUD dans son engagement à renforcer les capacités du CISNU. Au cours de la mission, deux experts dans les opérations ATLAS sont venues apporter un renforcement ponctuel de plusieurs mois.

Le Consultant a été appelé à donner son appui ponctuel pour la préparation / rédaction des descriptions de postes de plusieurs ingénieurs civils (locaux et VNUs) ainsi que pour celle du directeur technique (Poste ALD / 4) qui

assurera l'encadrement de toute l'équipe de techniciens (ingénieurs, etc.) requis pour assurer la mise en place et le suivi des nombreuses activités de construction du PU / FF et du PBF, sans oublier les autres projets majeurs du PNUD (comme celui de la Réinsertion etc.) dont les composantes techniques sont particulièrement importantes (nombreuses activités de construction au niveau provincial). A cet effet, un mémo a été préparé pour expliquer au DP la démarche suivie par le Projet dans le cadre des avenants aux contrats passés avec 3 ONGs locales (document en annexe).

Ainsi, le Consultant a fourni son appui ad hoc pour l'évaluation des Candidatures reçues pour le poste ALD/4 (un total de 47 candidatures), et a participé aux interviews téléphoniques conduites auprès des 4 candidats retenus sur la liste courte (depuis Bujumbura et New York. Cet exercice a abouti à la recommandation de recruter le candidat international ERNST reconnu unanimement comme le meilleur par tous les membres du comité d'évaluation.

- agrandissement / réorganisation des locaux du CISNU

Le grand volume de travail et l'augmentation du personnel du CISNU ont fait ressortir le besoin non seulement d'une coopération rapprochée avec les différents services concernés du PNUD / BINUB et agences du système de l'ONU, mais aussi le besoin de locaux plus grands / spacieux vu le nombre accru de son personnel. Les locaux déjà mis à la disposition du CISNU dans l'enceinte du BINUB sont adéquats et bien équipés. Ainsi, le CISNU est déjà opérationnel aussi bien dans les locaux du PNUD -- à des fins de représentation auprès des ministères, bailleurs de fonds, etc. -- que dans les locaux mis à disposition par le BINUB -- pour tout ce qui touche le travail technique en particulier. Toutefois, les deux bureaux actuellement mis à la disposition du CISNU dans l'immeuble du PNUD sont insuffisants et l'agrandissement prévu par l'insertion d'un troisième au même étage (le présent bureau occupé par les Ressources humaines) apportera prochainement l'espace nécessaire sur place. Sans aucun doute, le mandat élargi et la nouvelle image du CISNU contribueront à un renouveau d'énergie et d'efforts soutenus de son personnel, et des locaux de taille adéquate au PNUD contribueront à l'image de qualité que doit projeter le CISNU aux yeux de tous ses partenaires.

- élargissement du mandat du CISNU

Le mandat du CISNU va certainement de nouveau s'agrandir vu son rôle clé dans la mise en place des nombreux et complexes projets maintenant sous sa responsabilité et ceux qui vont lui être confiés. Ainsi le nouvel organigramme remis à la mission BRA / PSO est-il le document de référence pour tester que l'élargissement de ses responsabilités est bien complété par les mesures d'accompagnement qui s'imposent aussi bien en personnel qu'en équipements.

3. Constat et Recommandations

3.1 Constat

Le constat établi au cours de la 1^{ère} semaine de la présente mission (c.à.d. la mission effectuée conjointement par le Consultant avec BRA et PSO, du 11 au 16 février, voir le rapport de mission en anglais déjà transmis séparément par le siège) fait clairement ressortir les énormes progrès accomplis aussi bien par la Direction du PNUD que par le CISNU au cours des 6 derniers mois. La métamorphose constatée est tout à fait remarquable et l'on se doit de féliciter et d'encourager le personnel dans son travail et son dévouement. Par ailleurs, les nouvelles dispositions prises par le PNUD (nouvel organigramme du CISNU, recrutement de personnel technique et administratif complémentaire, et son rapprochement heureux avec les bailleurs de fonds) démontrent le sérieux de ses intentions. Enfin, le changement de personnel cadre (toute l'équipe de la direction du PNUD) a fait modifier l'approche du travail de tout le personnel – local et international – d'une façon notoire : l'on constate qu'une nouvelle dynamique s'est installée dans le bureau du PNUD de Bujumbura.

Toutefois, les conditions d'insécurité dans le pays (toujours en Phase III) restent un des plus grands handicaps de la mise en place de toutes les activités du PU/FF et du PBF. Les contraintes administratives liées à la mise à disposition des escortes armées et les périodes de voyage autorisées restreintes entre 9h00 et 17h30 ne facilitent en rien le travail complexe des experts du CISNU, qui ont une tâche encore plus difficile dans ce contexte.

Bien que les décaissements concrets substantiels ont été retardés pour les raisons que l'on sait (difficulté et retards des approbations des contrats par l'ACP, pas de réponse / participation satisfaisante à certains Appels d'Offres, le désistement d'entreprises à cause des conditions dangereuses de travail dans certaines provinces, entre autres principales raisons), on remarque que le taux de décaissement du PBF et du PU/FF a beaucoup augmenté depuis le dernier trimestre 2007, et on peut prévoir que ce taux va sauter / atteindre un haut niveau d'ici le 31 mars 2008, avec les paiements récemment effectués pour les équipements médicaux (commandes IDA livrées à Bujumbura, et l'envoi faits par IAPSO), pour les paiements effectués aux entrepreneurs des Ecoles primaires (paiement des avances de démarrage, des 1^{ères} et 2^{èmes} tranches pour certains contrats, et de certains avenants), et ceux anticipés pour les avances de démarrage pour les 10 Ecoles primaires à construire par le BPE, les avances de démarrage pour les 6 prisons à réhabiliter par le RMC, les avenants en cours avec le PARES I et le CNCA, sans oublier les nombreux achats de véhicules et de matériel informatique. Le niveau de satisfaction des bailleurs de fonds et du gouvernement burundais devrait lui aussi augmenter.

Toutefois, le plus préoccupant reste encore la question de date limite de validité des fonds de DFID, la date butoir du 31 mars indiquée par le bailleur correspondant au décaissement effectif des fonds et non pas seulement des fonds engagés par le PNUD. Une fois cette date passée, l'utilisation des fonds restants de la Belgique, de la Norvège et du Maroc pourra être faite d'une façon un peu moins brutale. A ce stade, la question cruciale est la disponibilité des fonds en 2009 pour permettre d'effectuer aux entreprises le paiement final de 5% du montant du marché un an après la réception provisoire des travaux. Le PNUD est tenu de respecter les engagements contractuels habituels en matière de marché de construction, et ce délai impératif de 12 mois nécessite donc une approbation de la part des bailleurs. De toute évidence, le manque de connaissance des mécanismes financiers des marchés de construction fait soulever des interrogations profondes sur la pertinence du choix des activités financées par le FF, aucune des parties signataires n'ayant réalisé les implications financières au moyen-terme de ces activités.

3.2 Recommandations

Les recommandations qui peuvent être faites à cette étape de la mission du Consultant sont les suivantes:

** Le CISNU devra:*

- Maintenir à jour son planning trimestriel et annuel selon les trois cadres d'intervention qui lui sont confiés : le Programme d'urgence, le Peace Building Fund (PBF) et ses activités « traditionnelles » regroupant toutes les activités relatives à la fourniture des biens et services, recrutement de personnel, et passation de marchés ;
- Proposer un plan de formation à effectuer à NY afin de renforcer ses capacités en passation de marchés. Note : ce point a été discuté à nouveau par la mission lors de son débriefing à BRA et PSO à son retour à NY, et PSO a donné son accord (verbal) de principe pour faire venir une personne du CISNU au siège pour une durée de 3 semaines environ;
- Poursuivre son excellente initiative de forum local inter-agences sur le déroulement de ses activités notamment en ce qui concerne la passation de marchés, dans le but d'établir des accords qui permettront une harmonisation et une cohérence du système des Nations Unies dans le domaine de passations de marchés ;
- S'assurer que l'organisation des réunions du CAP sont faites de façon professionnelle et soumettre pour le dossier les procès verbaux de toutes les évaluations, qui devront être signées par le RR coordinateur ;
- Organiser une réunion bimensuelle avec le Chargé de programme du PNUD directement impliqué, afin de s'assurer de la pertinence de ses actions, telles que reflétées dans les documents de projets ;
- Se doter des fournitures et équipement complémentaires à ceux disponibles déjà mis à sa disposition pour ses opérations ; et se doter du personnel complémentaire technique, administratif et logistique (comme inscrit dans le nouvel organigramme) pour répondre à ses besoins et lui permettre de faire face à ses lourdes responsabilités.

** Le PNUD devra:*

- Poursuivre le recrutement des ressources humaines spécialisées en matière de fourniture de biens et services, et de services techniques, tenant compte de la nature essentiellement technique de la majorité des projets en cours ;
- Prendre toutes les mesures d'accompagnement utiles et nécessaires, aux niveaux administratif, financier et logistique, selon le planning annuel de passation de marchés proposés par le CISNU (tableaux de bord), pour assurer un « delivery » efficace ;
- Etablir / officialiser un mécanisme de suivi et évaluation ainsi qu'un mécanisme de rapport hiérarchique pertinent (« reporting line »), sur la base de la proposition faite récemment par le CISNU à tous les partenaires.

En général, accorder aux opérations du CISNU tout l'appui nécessaire au jour le jour selon les nombreuses urgences qui ne manqueront pas de se présenter vu les délais impartis particulièrement serrés concernant le délai de validité / d'utilisation des fonds exigés par les bailleurs de fonds. Le défi que présentent le nombre et la complexité des projets du PU / FF et du PBF est assurément énorme, et les mesures d'accompagnement doivent être en conséquence.

4. Actions de Suivi

A ce stade, les principales actions prioritaires à prendre sont les suivants (liste non-exhaustive):

- *Rapport mensuel* : Préparer le rapport requis par les bailleurs de fonds selon le format « synthétique » préconisé au dernier trimestre de 2007 ; le soumettre par la voie hiérarchique aux parties concernées (bailleurs de fonds, partenaires, PNUD/BINUB etc.) ;
- *Dossier Santé (PU/FF)* : procéder au suivi des commandes des équipements couverts par le LTA de la Fondation IDA, et de l'IAPSO, et prendre les mesures de suivi / livraison au CAMEBU qui s'avèreront nécessaires ; tenir les bailleurs informés régulièrement ;
- *Dossier Ecoles primaires (PU/FF)* : Procéder à la signature du LOA avec le BPE (MinEduc) pour les 10 écoles restantes (dans 4 provinces) ; Effectuer les paiements par tranches selon le calendrier établi ; Pour les contrats existants avec les entreprises privées, procéder aux avenants requis (BAMA, autres) et réviser le calendrier des travaux pour chaque site pour permettre l'établissement de la date de réception provisoire des travaux; Procéder au contrôle des services à fournir par le Bureau de supervision des travaux (Contrat récemment approuvé en mars 2008 par l'ACP) ; Pour les manuels scolaires, discuter de l'approche à adopter avec les bailleurs et le MinEduc ;
- *Dossier Justice (PU/FF)* : Signer le LOA avec le RMC, pour la réhabilitation des prisons ; effectuer les paiements des avances de démarrage (le cas échéant) ; effectuer les visites de chantier requises, réviser si nécessaire le calendrier des travaux pour chaque site pour permettre l'établissement de la date de réception provisoire des travaux; Procéder au contrôle des services à fournir par le Bureau de supervision des travaux (Contrat récemment approuvé par l'ACP) ; Pour les lots d'équipements divers, procéder au suivi de l'achat et de la livraison des Lots ; Prévoir la livraison des lots dans les prisons seulement lorsque la réhabilitation des locaux aura été complétée par RMC ; prendre les actions connexes au niveau local de chaque prison ;
- *Dossier Justice (PBF)* : pour les 17 tribunaux de résidence, effectuer les visites de chantier régulièrement et réviser le calendrier des travaux pour chaque site pour permettre l'établissement de la date de réception provisoire des travaux; Procéder au contrôle des services à fournir par le Bureau de supervision des travaux (Contrat récemment approuvé par l'ACP) ;
- *Dossier Ministère de l'Intérieur (PBF)* : pour les 4 casernes en cours de réfection, effectuer les visites régulières de chantier ; Pour les 10 casernes venant juste de recevoir l'approbation de l'ACP, signer les contrats et effectuer les avances de démarrage éventuelles ; réviser le calendrier des travaux pour chaque site pour permettre l'établissement de la date de réception provisoire des travaux; Procéder au contrôle des services à fournir par le Bureau de supervision des travaux (Contrat récemment approuvé par l'ACP) ;
- *Supervision des travaux pour l'ensemble des chantiers* : Procéder immédiatement à la signature du contrat avec le Bureau de supervision (BDS) approuvé par l'ACP, et négocier la révision du cahier des charges vu que certains sites originellement inscrits sont maintenant quasi complétés ; réviser le calendrier des travaux pour chaque site en coordination avec le BDS afin de permettre l'établissement de la date de réception provisoire des travaux;

Procéder au contrôle des services que doit fournir le Bureau de supervision des travaux (Contrat proposé récemment approuvé par l'ACP) ;

- *Dossier Ministère de la Solidarité Nationale (PU/FF)* : Procéder à la révision de l'allocation des fonds du budget du FF en signant l'avenant au LOA de PARESI et effectuant le paiement de l'augmentation demandée ; Examiner les possibilités de poursuite d'opérations de logements similaires compte tenu des énormes besoins en trames / structures d'accueil du grand nombre de déplacés / réfugiés dans le pays ;
- *Renforcement complémentaire du CNCA* : Effectuer la révision des modalités d'appui financier du CNCA avec les fonds du PU/FF comme il en a été discuté avec les bailleurs au cours de la mission ; prendre les mesures d'accompagnement connexes.
- *Certification des travaux par un Consultant indépendant, requise par PSO* : Prévoir les dates et le budget des prochaines missions de supervision / interventions du Consultant en fonction des dates des réceptions provisoires des travaux à effectuer pour (i) les 32 Ecoles primaires construites par les entreprises privées (ii) les 10 Ecoles primaires à construire par le BPE ; (iii) les 17 Tribunaux de Résidence en cours (iv) les 4 Casernes en cours, les 10 qui vont démarrer et les 3 casernes complémentaires non encore soumises à / approuvées par l'ACP (v) les 4 sites du PARESI. Le Consultant reste à la disposition du CISNU / PNUD pour concertation / planification ;
- *Panneaux de signalisation / publicité des chantiers en cours* : Faire effectuer par chaque Entrepreneur les panneaux de chantier selon le modèle préparé par la mission (dimensions : 1.95 x 2.00 mètres) et les faire installer par les Entrepreneurs responsables aux intersections des routes secondaires / tertiaires pour faciliter l'accès des visites de chantiers par tous les partenaires.

ANNEXES

Annexe A1 et A2: Termes de référence de la Mission

Annexe B: Liste des personnes rencontrées

Annexe C: Calendrier de la mission

Annexe D : Documents (par ordre chronologique)

Annexe A1: Termes de référence de la Mission

1ère partie de la mission du Consultant (appui à la mission du PSO et BRA au Burundi) Du 11 au 16 Février 2008

Mission members :

- **Mia Seppo, RBA**
- **Dimitri Samaras, PSO**
- **Gilles Laheurte, Consultant**

The ultimate outcome of the mission is to unblock ACP approvals regarding Burundi procurement submissions, or make actionable recommendations that will ensure the unblocking of approvals.

To that end, the mission will assess the C.O capacity to manage civil works related activities and report back to ACP and CPO on findings and recommendations.

Specific tasks include the following:

- Assess the status of all civil works cleared by ACP during the 2007 exercise
- Assess UNISC technical capacities through its engineering support team
- Assess UNISC procurement capacities in line with the forecasted workload
- Visit specific ongoing works sites, sample of each type of works on two different locations
- Provide advice to enhance risk mitigation
- Report to the CPO and the CO on findings and recommendations
- Assess CO strategy to ensure supervision/quality control of the civil works

Annexe A2:
Termes de référence de la Mission
2ème partie de la mission du Consultant
Du 17 Février au 10 mars 2008

Programme des Nations Unies pour le développement



Termes de références
Mission de support
CISNU/Unité de contrôle qualité
PNUD Burundi

I. Contexte and justification

Le Bureau du PNUD au Burundi projette de mener une centaine de chantiers de construction divers cours de l'année 2008 dans le cadre des programmes conjoints du système des Nations Unies. Le Centre Intégré de Service des Nations Unies a déjà lancé plusieurs appels d'offres et mis en place une structure de supervision et assurance qualité pour faire face à ce défi. Dans l'attente du recrutement complet de cette unité, le bureau souhaite faire appel à un consultant pour assurer les tâches suivantes :

- Appuyer à une mission du siège de 5 jours sur l'évaluation des capacités du Centre Intégré de Service des Nations Unies
- Evaluer et apprécier l'état d'avancement de travaux effectuer depuis 2007, apporter des modifications et proposer une méthodologie jusqu'à la réception définitive.
- Vérifier et certifier les bordereaux de prix des offres sélectionnées
- Superviser le démarrage des travaux afférents à la construction de 17 tribunaux et la réhabilitation de 4 casernes ainsi que la planification des chantiers
- Participer au comité d'évaluation des offres concernant la réhabilitation de 3 casernes (18 février) en qualité d'observateur
- Evaluer l'approche stratégique du bureau en matière de supervision des travaux et ses implications pratiques
- Proposer un mécanisme de contrôle qualité de la structure de supervision
- Rédiger un planning des tâches/visites de l'équipe d'ingénieurs
- Conseiller le bureau dans la négociation de LOA avec le Gouvernement pour la construction d'écoles et la réhabilitation de prisons

III. Durée de la mission

La mission se déroulera du 11 février au 4 mars 2008

MISSION DU CONSULTANT **GILLES LAHEURTE**
 POUR LA **PÉRIODE DU 03 AU 09 MARS 2008**

De lundi 03 à Mercredi 05 mars	Jeudi 06 mars	Vendredi 07 mars	Samedi 08 mars	Dimanche 09 mars
Gatwe - Songa - Buyengero - Rutana - Mpinga Kayove	Debriefing de site de terrain 16:00	Présentation détaillée des visites des chantiers 11:00	Revue de l'évaluation des capacités de Genie Miitaire de Construction	Départ/ Brussel airways
Retour de visite à 16:00	Interview/Panel Pour le recrutement d'un Ingénieur Principal	Rapport sur la demande de fonds additionnels du PARESI	Synthèse de la mission	
Reunion sur les nouveaux projets avec le CNCA	Préparation de seance de projection des photos des chantiers	Rapport sur la demande de BAMA et autres entrepreneurs de Construction des Écoles Primaires		
Revue des activitbs de construction du Projet PRRSLP	Revue des activitbs de construction du Projet PRRSLP (Suite)			

Bien noté!
 Attaché au dome d'extension
 de courtret.

06.03.08

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES **(période complète du 10 février au 10 mars)**

BINUB, PNUD, Agences des Nations Unies

Youssef MAHMOUD, RESG, BINUB
Bintou KEITA, Assistante spéciale du RESG, BINUB
Pierre BARDoux, Représentant spécial du RESG, BINUB
Gustavo GONZALEZ, Directeur de Pays, PNUD
Titus OSUNDINA, DRR (D), PNUD
Colonel Alwyn VAN DEN BOOGAARD, Directeur, Projet de réhabilitation des casernes
Stephen KOOSHAK, Conseiller au Programme / PNUD
Pascasie NTIRWAKUWZE, Services Financiers / PNUD
Francis JAMES, Chef, Réforme de la Justice, BINUB
Edouard Tepadondele ZAMBITE, CTP, Réintégration et Réhabilitation des Sinistrés, PNUD
François MUHIRWE, Chargé de Programme, UN-HABITAT
Julia KEUTGEN, JPD, Réforme de la Justice, BINUB
Abdul Aziz THIOYE, Charge, Réforme de la Justice, BINUB
Patrick IRYUMUGABU, Ingénieur, Réforme de la Justice, BINUB
Dr. Leo REYNTJENS, Conseiller en santé publique, OMS
Patrick NDAMBUKI, UNICEF
L'équipe du CISNU : Daniel MOLONGANDZEYI, Gaël OLLIVIER, Eva ANNETTE, Nyumwi CHAMFOR, Claude MUBAKILAY,
Aïcha CHERIF, Yalli SAMAKE, Cédric DUVAL, Jeanne d'Arc NZOJIBWAMI

Gouvernement du Burundi

Le Gouverneur, Province de Bubanza
Pamphile BUTEREGA, Secrétaire Permanent, CNCA
Thacien NZEYIMANA, Directeur Général, MIN SNDPHG
Le Général Célestin NDAYISABA (Projet des Casernes)
Les Directeurs des prisons de Bubanza et de Rutana
Johnny NDAYISHIMIYE, CNCA

Bailleurs de Fonds (Trust Fund / Fonds Fiduciaire)

Sue HOGWOOD, Chef, DFID Burundi
Luc RIUNISCH, Conseiller Technique, Coopération Belge
Julia KNOWLTON, Adjointe du Chef, DFID Burundi
Anton BROECKE, Ministre Conseiller, Coopération belge
Vibeke SOOTGAERT, Coopération norvégienne

Autres

Séraphine NTAHONICAYE, Experte en Infrastructures, Gutwara Neza (Union Européenne)
Fabien YAMUREMYE, Directeur du PARES
Entrepreneurs BETUCO-BETRACO, BAMA, SEICO, SEBER, CARDO, ECBROH, DELTA, SOCIEX, RET, DAC-CARDO,
Le Représentant technique de la GTZ au Burundi
Serge Durval P. KAMLO, Ingénieur civil, UNCHR

Annexe C:

CALENDRIER DE LA MISSION

1^{ère} Période : 10 – 16 février : voir Rapport de mission de PSD/BRA

2^{ème} Période: 17 février – 10 mars 2008

Lundi 18 février	08:30 – 12:30 13:30 – 18:00 20:00 – 23:00	Ouverture des offres pour les 3 casernes supplémentaires Continuation de l'ouverture des offres / compte-rendu / Analyse et Classement préliminaire des offres par caserne
Mardi 19 février	08:00 -- 12:30 14:00 – 19:00 21:00 – 23:30	Mise à jour des tableaux récapitulatifs des Ecoles, Prisons, etc. Continuation de la mise à jour des tableaux pour Tribunaux, Casernes et Préparation des itinéraires de visite des chantiers Rédaction du rapport de la mission du siège PSO / BRA
Mercredi 20 février	06:00 – 11:00 11:00 – 12:30 14:30 – 18:00 18:00 – 20:00	Mise au point des itinéraires de visite des chantiers Réunion au PNUD avec CNCA et CAMEBU (Equipement Médicaux) Vérification des pièces soumises au ACP pour le dossier 10 Casernes Réunion au CISNU sur P.O. urgents et dossiers à traiter
Jeudi 21 février	07:30 – 09:00 09:00 – 13:30 14:00 – 18:00 18:00 – 19:00	Formalités administratives pour Mission à Mabanda / Rumonge Mission # 2 : Déplacement à Rumonge, visite / inspection du site PARESI, puis à Mabanda, visite / inspection du site du tribunal, retour à Nyanza-Lac Visite / inspection de l'EP Masatwe (SOGEM), Retour à Bujumbura Séance de travail au CISNU / dossiers PU et PBF
Vendredi 22 février	08:00 – 09:00 09:00 – 10:30 10:30 – 13:00 14:30 – 16:00 16:00 – 19:00	Séance de travail au CISNU / arrivée en poste de Aicha Cherif (Atlas) Réunion de concertation au PNUD avec DFID, CTB, et CNCA Séance de travail au CISNU avec ingénieur VNU Réunion au PNUD avec CAMEBU, OMS et CNCA (Equipements médicaux) Séance de travail au CISNU, dossiers Ecoles et PARESI
Samedi 23 février	10:30 – 17:00 15 :00- 17 :45	Finalisation du rapport de mission PSO / BRA Séance de travail au CISNU / préparation des visites de chantiers Séance de travail au SC (tous dossiers PU et PBF)
Dimanche 24 février	14:00 – 20:00	Mission # 3 - Déplacement à Kayanza, visite / inspection de l'EP Biganda (SOBIMAC-BMC) et de l'EP Kirembe (GITEC). Discussion sur casernes + EPs de Kayanza
Lundi 25 février	08:00 – 19:00	Visite / inspection de la caserne de Kayanza, de l'EP Muruta (GITEC) et Déplacement à Ngozi, visite du site du tribunal Gashikanwa (RET), Déplacement à Kirundo, visite/ inspection de la caserne (DAC-CARDO), de l'EP Kabirizi (CEI), de l'EP Zaga (réunion SEICO) ; nuitée à Muyinga
Mardi 26 février	08:00 – 19:00	Visite / inspection de la Caserne de Muyinga (DAC-CARDO), et Déplacement au site de logements de Nyarunazi (PARESI), et visite / inspection de la caserne de Mutukura (DAC-CARDO) à Cankuzo, et visite/ Inspection de l'EP Murehe (réunion avec ECBROH), nuitée à Gitega

Mercredi 27 février	08:00 – 14:00	Déplacement à Mwaro, visite / inspection de l'EP Kavumu (réunion avec CARDO), et du tribunal de Gisozi (réunion avec SOCIEX). Retour à Buja Fin de la mission # 3
Jeudi 28 février	08:00 – 12:30 14:30 – 18:00	Séance de travail au CISNU : Ecoles / Prisons / Tribunaux / Séance de travail au CISNU / tous dossiers
Vendredi 29 février	08:00 – 12:30 14:30 – 17:00 17:00 – 18:30	Séance de travail au BINUB avec ingénieur (dossiers ACP, casernes) Séance de travail au CISNU avec le Directeur/Chef de chantier de PARESI re : demande de rallonge au contrat des 4 sites de logements Examen des CVs pour le poste d'Ingénieur civil du CISNU (ALD/4) Présentation pps des visites de chantiers de la mission au CISNU / PNUD
Samedi 01 mars	10:00 – 14:00 16:00 – 18:00 18:00 – 19:00	Séance de travail au CISNU / 2 ^{ème} réunion avec PARESI Examen des 47 CVs reçus pour le poste d'Ingénieur civil du CISNU Entretien avec le Directeur de PARESI
Dimanche 02 mars	10:00 – 18:00 18:00 – 20:00	Etablissement de la liste courte des CVs reçus pour le poste du CISNU Entretien avec le Chargé du programme UNHABITAT
Lundi 03 mars	08:00 – 18:00	Mission # 4 – Déplacement à Bururi, visite / inspection de l'EP Gatwe (BAMA), déplacement à Bururi, visite de l'Ecole Technique financée par la CTB, nuitée à Bururi
Mardi 04 mars	08:00 – 18:00	Déplacement / visite et inspection des EPs Kigembe et Kinama (BAMA) Déplacement à Rutana, visite des sites des tribunaux de Gitanga et Bukemba (SOCIEX), visite de courtoisie au PNUD / Rutana, nuitée à Rutana
Mercredi 05 mars	08:00 – 16:00 16:00 – 17:30 17:30 – 19:30	Visite de courtoisie au Directeur de la prison de Rutana, déplacement et visite / inspection des 2 EPs Maganahe et Ruhinga (SEBER), retour à Buja Réunion au PNUD avec CNCA re: contraintes des fonds du PU (DFID etc) Séance de travail au CISNU, dossiers divers
Jeudi 06 mars	08:00 – 10:30 10:30 – 12:00 14:00 – 20:00	Réunion avec entreprise SEBER, debriefing de la mission de terrain Réunion avec le Directeur pays re : présentation powerpoint à préparer pour les bailleurs de fonds ; séance de travail au CISNU / dossier candidat ALD Visite à UNICEF pour entretien re : dédouanements équipements médicaux Entretien au projet déminage pour confection de cartes pour le PU et PBF Séance de travail au BINUB : dossiers des rallonges PARESI et BAMA Entretien avec RESG Youssef Mahmoud au CISNU
Vendredi 07 mars	08:00 – 10:30 11:00 – 13:30 15:00 – 18:00 18:00 – 19:30 20:00 – 22:00	Derniers préparatifs de la présentation PPS aux bailleurs Présentation powerpoint aux bailleurs du constat et des résultats des 4 missions sur le terrain effectuées par le consultant et l'ingénieur VNU/CISNU Préparation de l'interview téléphonique des candidats short-listed pour le poste d'Ingénieur civil du CISNU – Conduite des interviews Séance de travail au CISNU : tous dossiers Dîner avec le Directeur de Pays
Samedi 08 mars	10:00 – 18:00	Examen du dossier / réinsertion et des avenants aux contrats ONG Entretien technique avec l'ingénieur des constructions de l'UNHCR

Dimanche 09 mars	09:30 – 15:00	Séance de travail avec le chargé du projet de Réinsertion re : préparation de la note relative aux avenants de 3 ONGS, et entretien avec le Directeur du PARESI sur la nature des travaux restant à compléter d'urgence sur les 4 sites en vue de la prochaine inauguration officielle par le Président (Bubanza) Préparation des fiches d'évaluation du travail des entrepreneurs
	21:00	Entretien avec le Directeur du CISNU Départ de Bujumbura de la mission
Lundi 11 mars		Transit à Bruxelles Transit à Londres
	21:30	Arrivée à New York

Annexe D : Extraits / documents

1. Mémoire relatif à la Certification de l'analyse des offres pour 10 casernes – Cas en attente à l'ACP (PBF)
2. Tableau récapitulatif des offres reçues pour 3 casernes supplémentaires – Cas à soumettre à l'ACP (PBF)
3. Tableau détaillé des coûts supplémentaires non prévus dans le budget original de PARESI – Logements (PU/FF)
4. Mémoire relatif à la demande d'augmentation du montant du LOA de PARESI – Dossier logements (PU/FF)
5. Mémoire relatif à l'analyse des 47 CVs / candidatures au poste d'Ingénieur Civil – Opérations du CISNU
6. Compte-rendu du Comité d'évaluation des candidatures au poste d'Ingénieur Civil – (CISNU / PNUD)
7. Liste révisée des infrastructures (tous projets) avec nom des Entreprises, positionnement GPS, etc. (PU/FF et PBF)
8. Présentation powerpoint en 43 diapos des 4 missions sur le terrain de tous les chantiers visités (projets PBF et PU/FF)
9. Descriptions de poste pour un Ingénieur international VNU et un Ingénieur local - Dossier constructions (PU/FF et PBF)
10. Description de poste de l'Ingénieur civil - poste ALD / 4 du CISNU - Dossiers techniques (PU/FF et PBF et autres)
11. Mémoire relatif aux avenants des contrats de 3 ONGS – Dossier de constructions diverses (Projet Réinsertion)
12. Mémoire relatif à la demande d'avenant au Contrat du Lot 4 soumise par l'Entreprise BAMA – Ecoles (PU/FF)
13. Révision du tableau des décaissements par tranches à effectuer au RMC - Dossier prisons (PU/FF)
14. Révision du tableau des contrats et montants octroyés aux entreprises privées pour les Ecoles primaires (PU/FF)
15. Cartes synthétique de tous les projets de construction du CISNU (PU/FF et PBF)
16. Draft révisé du LOA à signer entre le PNUD et le Bureau des Projets d'Education (BPE) pour 10 EPs (PU/FF)
17. Modèle de panneau de signalisation de chantier à faire confectionner et installer sur tous les chantiers (PU/FF et PBF)
18. Formulaire d'évaluation des fournisseurs signé / utilisé pour les entreprises de construction – (PU/FF et PBF)

Note 1 : Tous ces documents sont disponibles directement auprès du Centre Intégré de Service (CISNU)

Note 2 : Tous les documents remis à la mission BRA / PSO par le CISNU – incluant le nouvel organigramme du CISNU et le « Concept note » -- sont inclus en annexe au Rapport de mission (en anglais) couvrant la 1^{ère} semaine de la présente mission du Consultant (du 09 au 16 février) et déjà transmis directement par BRA / PSO